

Davos, symbole d'un monde contesté

Eric Bertinat - Une grande partie des élites occidentales (et tout particulièrement européennes) commet une erreur d'analyse majeure en réduisant **Donald Trump** à sa personnalité extravertie, à son style provocateur ou à ses outrances verbales. Cette focalisation quasi obsessionnelle sur la forme empêche de voir l'essentiel : Trump représente une doctrine politique cohérente, profondément souverainiste, qui rompt avec des décennies de mondialisme économique et de libéralisme sociétal.

Là où l'Europe a fait le choix d'un libéralisme à la fois économique, culturel et normatif effaçant progressivement les frontières, diluant les souverainetés et substituant la morale technocratique au politique, l'administration Trump assume une logique inverse. Elle réaffirme la primauté de la nation, du peuple et de l'intérêt national, quitte à entrer en conflit ouvert avec les institutions internationales, les dogmes climatiques, les accords commerciaux déséquilibrés et l'idéologie globaliste dominante.

Le choc observé à Davos n'est donc pas un simple incident de style ou de protocole. Il est le symptôme d'une opposition frontale entre deux visions du monde : d'un côté, un projet européen fondé sur le libéralisme sociétal et la gouvernance supranationale ; de l'autre, une stratégie américaine assumée de reconquête politique, économique et industrielle. C'est cette fracture, bien plus que la personnalité de Trump, qu'il faut désormais regarder en face. Et aussi remarquer qu'à Davos, un nouveau discours prend forme (voir notre article **Le discours de Mark Carney à Davos : vers un nouvel esprit occidental ?**)

Au-delà du personnage Trump, une rupture politique mal comprise en Europe

La présence de **Howard Lutnick**, secrétaire américain au Commerce, au *Forum économique mondial* n'avait rien d'anecdotique ni de diplomatique. Elle relevait d'une stratégie délibérée de rupture. Comme il l'expose sans détour dans sa tribune publiée par le *Financial Times*, l'administration Trump ne se rend pas à Davos pour accompagner ou aménager l'ordre établi, mais pour le contester frontalement. Le statu quo visé est celui d'un mondialisme économique devenu,

aux yeux de cette administration, un dogme rigide et destructeur : affaiblissement des États-nations, désindustrialisation massive, dépendance stratégique et sacrifice des classes populaires au profit d'intérêts transnationaux déconnectés des réalités sociales.

Ce discours de rupture s'est incarné lors d'un dîner officiel par une prise de parole volontairement provocatrice et sans concession. Howard Lutnick y a dénoncé le pouvoir d'une élite mondialisée qui impose ses normes énergétiques, climatiques et économiques sans mandat démocratique, remis en cause le caractère idéologique des politiques « vertes », et défendu une souveraineté économique assumée. Son message était clair : l'époque où les États-Unis se pliaient docilement aux injonctions d'institutions supranationales est révolue. Le cap « America First » n'est plus un slogan, mais une ligne politique cohérente, déjà traduite en résultats concrets.

Un tumulte révélateur de l'arrogance mondialiste

La réaction des milieux mondialistes ne s'est pas fait attendre. Le discours a été perturbé par des huées et des protestations, jusqu'au départ de Christine Lagarde, Présidente de la Banque centrale européenne, geste hautement symbolique du refus de toute remise en question de l'ordre globalisé existant. Larry Fink, hôte de la soirée et dirigeant de la société multinationale américaine spécialisée dans la gestion d'actifs *BlackRock*, a tenté de restaurer un calme de façade, illustrant l'embarras d'un système peu habitué à être contesté en son propre sanctuaire.

Parmi les perturbateurs figurait notamment l'ancien vice-président des USA, **Al Gore**, incarnation d'un courant idéologique mêlant mondialisme, écologie punitive et promo-

«L'épisode de Davos illustre ainsi un basculement profond. Ce forum, longtemps réservé à un dialogue feutré entre élites acquises aux mêmes certitudes, devient le théâtre d'une contestation ouverte du mondialisme.»

tion d'une immigration sans limites. Les opposants au discours du secrétaire américain au Commerce appartiennent tous à cette même galaxie : responsables politiques et anciens dirigeants persuadés que la gouvernance mondiale, la transition énergétique imposée et l'effacement des souverainetés nationales constituent des dogmes intangibles, même lorsqu'ils se heurtent frontalement aux intérêts des peuples.

Une équipe Trump soudée face à l'orthodoxie globaliste. Loin d'être une initiative isolée, l'intervention d'Howard Lutnick s'inscrit dans une ligne politique partagée par une équipe Trump remarquablement cohérente. Autour de Donald Trump, plusieurs figures majeures tiennent un discours comparable : l'économiste **Peter Navarro**, bien connu pour ses positions protectionnistes et anti-chinoises, il a joué un rôle clé dans l'élaboration de la politique commerciale sous les deux administrations de Donald Trump, ne ménage pas ses critiques contre les accords commerciaux déséquilibrés ; le Républicain **Robert Lighthizer**, défenseur acharné de la réciprocité commerciale a été représentant au Commerce des États-Unis de 2017 à 2021 dans l'administration du président Donald Trump. L'avocat, homme d'affaires et politicien américain, ancien secrétaire d'État de 2018 à 2021, **Mike Pompeo**, est le promoteur d'une diplomatie fondée sur les intérêts nationaux ; ou encore l'influent **Stephen Miller**, actuel conseiller politique à la Maison-Blanche, est un partisan d'un contrôle strict des frontières et d'une souveraineté assumée.

Tous partagent la même conviction : la prospérité durable ne naît pas de la dilution des nations dans un système mondialisé uniforme, mais de la solidité des États, de leurs industries et de leur cohésion sociale.

L'épisode de Davos illustre ainsi un basculement profond. Ce forum, longtemps réservé à un dialogue feutré entre élites acquises aux mêmes certitudes, devient le théâtre d'une contestation ouverte du mondialisme. En assumant

l'affrontement avec les tenants de la globalisation intégrale, de l'écologie idéologique et de l'immigration massive, l'administration Trump affirme qu'une autre voie est non seulement possible, mais déjà en marche : celle de la souveraineté, de la production nationale et de la primauté du politique sur les technocraties internationales.

Le tumulte provoqué par le discours d'Howard Lutnick n'est donc pas un incident marginal. Il constitue la démonstration éclatante du choc entre deux visions irréconciliables : d'un côté, une élite mondiale arc-boutée sur un modèle globalisé à bout de souffle ; de l'autre, une stratégie assumée de réaffirmation nationale, déterminée à rompre avec les dogmes et les certitudes de Davos.

L'Union européenne face à ses propres impasses

À l'inverse de cette dynamique de réaffirmation nationale, l'Union européenne apparaît plus que jamais prisonnière de ses propres choix politiques. Son logiciel mondialiste mêlant libre-échange déséquilibré, écologie normative et abandon progressif des souverainetés économiques, l'enferme dans une trajectoire qui affaiblit durablement ses États membres. Incapable de protéger ses industries, dépendante de chaînes d'approvisionnement extérieures et soumise à des dogmes technocratiques qu'elle s'impose à elle-même, l'UE regarde désormais les États-Unis reprendre l'initiative stratégique sans disposer des outils politiques pour en faire autant.

Le contraste est saisissant : là où l'administration Trump assume le conflit idéologique et redonne la priorité au politique, l'Union européenne persiste dans une fuite en avant réglementaire et morale, coupée des réalités économiques et sociales. Tant qu'elle refusera de remettre en cause les fondements de son mondialisme, elle restera spectatrice d'un monde qui se réorganise sans elle... et souvent à son détriment. —

NOUS VOULONS CELEBRER LA FÊTE-DIEU DANS L'ESPACE PUBLIC

Chers lecteurs,

Comme vous le savez, à Genève, sous couvert de la laïcité de l'État, il ne nous est plus possible d'organiser une procession pour la Fête-Dieu, qui aura lieu le jeudi 4 juin 2026. **Perspective catholique** prépare donc une campagne d'affichage pour les deux premières semaines de juin, afin que le Saint-Sacrement du Corps et du Sang du Christ soit néanmoins présent dans nos rues, fût-ce sous la forme d'une affiche. Il s'agit aussi d'un moyen de rappeler et d'expliquer à l'ensemble des Genevois la solennité et la signification de cette grande fête.

Le budget de ce projet est estimé à 10'000 francs, et nous vous invitons à participer financièrement à cette action publique. Tous les dons sont les bienvenus. **À partir de 100 francs, chaque donateur recevra une affiche** (qui sera très belle !).

Banque Raiffeisen

CH21 8080 8004 5427 1100 1

Bénéficiaire : Perspective catholique – 1203 Genève

Merci par avance de votre participation à cette campagne d'affichage inédite à ce jour dans les rues genevoises. Une initiative inédite et qui ne passera pas inaperçue !

Big Donald et l'attaque de la diligence groenlandaise



Guy Mettan – A Davos, la tentative de hold-up américaine au Groenland a fait long feu. Mais ce n'est que partie remise. Tôt ou tard, de gré ou de force, «l'Ile verte» finira par être dépouillée. L'histoire du Far West et les westerns hollywoodiens l'ont abondamment montré : aux Etats-Unis, les hors-la-loi comme les hommes de loi ne renoncent jamais à une conquête, même si les seconds y mettent davantage de gants que les premiers. Les Indiens, ou ce qu'il en reste, en savent quelque chose.

A la fin du XIXe siècle, lorsque le continent nord-américain fut conquis, cette logique prédatrice s'était tournée contre l'Espagne, qui se vit privée de Cuba, des Philippines, Guam, Puerto Rico et de quelques autres menues possessions. Au XXe siècle, à la faveur des guerres fratricides européennes et des appels à l'aide des «alliés», les Etats-Unis purent intervenir en toute légitimité sur le continent et soumettre, in fine, aussi bien leurs adversaires vaincus – l'Allemagne et l'Italie – que leurs alliés victorieux, l'Europe de l'Ouest dans un premier temps, puis l'Europe de l'Est dans un second temps, après l'effondrement soviétique de 1991 et l'expansion de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie.

Il ne s'en fallut d'ailleurs que d'un cheveu pour que le dernier allié de 1945, la Russie précisément, fût elle aussi asservie durant les sombres années 1990 tandis que l'Ukraine, déchirée, finissait par succomber, en 2014, à une seconde révolution de couleur, déclenchant la guerre que l'on sait.

Pendant des décennies, alors que la prédation s'étendait à l'ensemble de la planète à la faveur d'innombrables coups d'Etat (Iran, Guatemala, Indonésie, Chili...), guerres post-coloniales (Corée, Vietnam) et invasions (Haïti, Panama, Somalie, Grenade, Irak, Afghanistan, Syrie, Libye...), les Européens se crurent épargnés, au nom de leur amitié historique, des affinités culturelles et de la communauté de valeurs libérales qui liaient les deux continents.

Ils découvrent désormais avec stupéfaction que, de complices du prédateur dont ils se repaissaient goulûment des miettes, ils sont devenus à leur tour des proies. Et des proies d'autant plus appétentes qu'elles étaient proches du tigre. Le Danemark, qui fut pendant des décennies l'esclave le plus fidèle des Etats-Unis, bombardant la Serbie et l'Irak quand on l'exigeait, accueillant les centres d'espionnage du maître pour épier ses amis, lui ouvrant ses bases militaires, livrant ses avions F-16 à l'Ukraine quand on l'y invitait, partageant même sa colonie groenlandaise avec lui, vient d'en faire l'amère expérience. Toutes ces années de servilité, de reptation, de léchage de bottes pour finir croqué comme un vulgaire hanneton, cela devrait donner à réfléchir. Mais on peut gager que non.

La Suisse ne fait guère mieux. On sait que Trump adore humilier ses alliés. Zelenski en avait fait les frais en février dernier. D'autres dirigeants européens ont suivi, dont notre ancienne présidente, Ka-

rin Keller-Sutter, lors de son fameux téléphone de l'été dernier, et le président actuel, Guy Parmelin, qui a dû accepter sans broncher de voir la Suisse humiliée à Davos. Rien d'étonnant à cela : la Suisse a depuis longtemps montré la voie à son partenaire américain, cédant dans l'affaire des fonds en déshérence en 1998, abandonnant son secret bancaire au profit de certains Etats américains dans les années 2010, se rapprochant de l'OTAN et achetant l'inepte avion états-unien F-35 en 2021, abandonnant sa neutralité et prenant parti pour l'Ukraine en 2022, cédant au chantage sur les tarifs douaniers en 2025. Le rythme de la capitulation ne fait que s'accélérer et Donald Trump aurait tort de se priver.

Quant à l'Europe, elle est tétanisée. De temps en temps, son cadavre est saisi de spasmes: Macron fait parfois mine de se rebiffer, Merz admet qu'il faudrait parler à Poutine, Meloni et Starmer jugent excessif de s'emparer du Groenland par la force, Pedro Sanchez condamne Israël, huit pays envoient quelques soldats à Nuuk. Sans aucun résultat. Donald fronce le sourcil et tout rentre aussitôt dans l'ordre et la soumission.

Jusqu'à quand accepterons-nous de nous laisser humilier et vasaliser ? Telle est la seule question que les Européens devraient se poser. D'autres pays, plus courageux, ont montré la voie à suivre. Le Brésil, la Colombie et le Mexique ne se sont pas laissés intimider dans l'affaire du Venezuela. La Chine a montré l'exemple dans le cas des tarifs douaniers. La Turquie n'a pas cédé au chantage lorsqu'elle a voulu à la fois acheter des F-35 américains et une défense anti-missiles russe. Dans un registre plus violent, la Russie a mis fin par la force aux manœuvres qui visaient à l'éliminer de la scène internationale et l'Iran a résisté à toutes les tentatives de subjugation, guerre ouverte par bombardements ou renversement du régime par manifestants interposés.

Sans aller jusque-là, il existe pourtant des moyens de résister à «Whiplash Trump», l'homme qui manie le fouet avec ses alliés et finit par subir le coup du lapin. Le premier ministre canadien Mark Carney a incarné la résistance avec brio, en appelant à Davos «les puissances moyennes à s'unir contre les forces hégémoniques» et à ne pas «plier dans l'espoir que la soumission apporte la sécurité». Voyant large et loin et joignant le geste à la parole, il vient de conclure une alliance économique de revers avec la Chine.

Les Européens, qui persistent à vouloir se battre sur trois fronts, le russe, l'américain et le chinois, sans en avoir ni les moyens ni les compétences devraient l'imiter en mettant immédiatement fin à la guerre sur leur continent pour s'attaquer aux seuls défis qui valent la peine : leur désindustrialisation et leur relégation économique, leur effacement géopolitique et la reconstruction de leurs relations avec les Etats-Unis, la Chine et la Russie sur des bases nouvelles. —

Réassignation sexuelle des mineurs : la théorie du genre s'impose à Genève



Eric Bertinat - Jeudi 22 puis vendredi 23 mars, le Grand Conseil genevois a été le théâtre d'un débat de société long et complexe autour des interventions médicales liées à la réassignation sexuelle. Derrière cette expression, utilisée dans plusieurs textes déposés par la droite, la gauche préfère parler de « soins d'affirmation de genre », estimant que les mots choisis traduisent déjà une vision idéologique du sujet. Ce qui n'est évidemment pas le cas, la gauche et ses satellites n'ayant, sur cette question, aucune idéologie à faire valoir, aucune critique politique ou anthropologique à formuler, y compris lorsque ces pratiques concernent des mineurs.

Ces discussions concluent près de deux ans et demi de travaux menés notamment au sein des commissions des droits de l'homme et de la santé. Au total, quatre objets parlementaires étaient sur la table, reflétant des approches très contrastées quant à la manière dont l'État devrait intervenir face à ces traitements, en particulier lorsqu'ils concernent des personnes mineures.

Trois de ces textes portaient directement sur l'encadrement, la suspension ou l'interdiction des interventions de réassignation sexuelle. Le premier, une motion du PLR, proposait de renforcer le cadre médical sans interdire ces pratiques. Ses auteurs plaidaient pour davantage de prudence : un délai minimal de dix-huit mois entre la demande médicale formelle et le début d'un traitement, un suivi pluridisciplinaire impliquant notamment un psychiatre et un endocrinologue, ainsi qu'une implication obligatoire des parents pour les mineurs. L'objectif affiché était de garantir un consentement réellement éclairé, dans un contexte où les effets à long terme des traitements hormonaux restent débattus. On reconnaît sans peine ici une approche libérale, qui tend à confondre la liberté avec le choix, en oubliant que choisir n'est possible que si l'on dispose réellement des moyens de le faire.

Les deux autres textes, émanant de l'UDC, adoptaient une ligne beaucoup plus restrictive. L'un demandait un moratoire immédiat sur toutes les interventions de réassignation sexuelle destinées aux mineurs, au nom du principe de précaution. L'autre allait encore plus loin, en proposant d'inscrire dans la loi une interdiction pure et simple de ces interventions avant la majorité, assortie de sanctions pour les professionnels de la santé concernés.

C'est ce projet de loi qui a cristallisé les positions les plus tranchées. Pour le député UDC Yves Nidegger, la dysphorie de genre ne justifie pas des interventions médicales irréversibles chez des mineurs. Il juge absurde l'idée que la nature se tromperait en « enfermant une âme féminine dans un corps masculin », ou inversement, et dénonce une contradiction : « Ce n'est pas une maladie, nous dit-on, mais c'est remboursé par la LAMal » (1). Selon lui, il faudrait avant tout aider les jeunes à s'accepter, plutôt que de les engager dans des parcours médicaux lourds. Il dit relayer le témoignage d'adultes regrettant leur transition et nourrissant une rancœur à l'égard de professionnels qui auraient, selon lui, agi sans réel consentement éclairé.

À gauche, le projet de loi de l'UDC est fermement rejeté. Les partis concernés reconnaissent que les soins liés à la transition de genre peuvent comporter des risques, mais soulignent que cette réalité concerne de nombreux actes médicaux et ne justifie pas, selon eux, une interdiction générale. Ils estiment par ailleurs que les situations de regret sont souvent liées au regard social et aux discriminations plutôt qu'aux soins eux-mêmes. La gauche s'oppose également à la motion du PLR visant à instaurer un cadre plus strict, considérant qu'elle maintient des éléments problématiques sur le plan juridique et qu'elle repose sur des craintes jugées excessives ou infondées. De leur côté, les auteurs de cette motion défendent une position intermédiaire, cherchant un équilibre entre la liberté individuelle et la responsabilité de l'État, sans aller jusqu'à une interdiction totale ni à une absence de cadre.

Les socialistes et les Verts critiquent en particulier l'instauration d'un délai obligatoire de dix-huit mois, estimant qu'il pourrait prolonger inutilement la souffrance de certaines personnes et compliquer la prise en charge médicale, notamment à l'approche de la puberté.

suite de l'article page 6

Le discours de Mark Carney à Davos : **Vers un nouvel esprit occidental ?**



Eric Bertinat - Dans le chahut international provoqué par le retour de Donald Trump sur la scène mondiale, fait de ruptures unilatérales, de mépris assumé pour les alliances et de brutalité transactionnelle, un discours prononcé à Davos a marqué un tournant historique. Ce ne fut pas celui d'Emmanuel Macron, qui par l'inconséquence de sa politique intérieure comme extérieure n'impressionne plus personne, mais celui du premier ministre canadien, **Mark Carney**. Son discours fut le meilleur entendu depuis des années au *World Economic Forum*. Slobodan Despot, dans sa revue *Antipress* (25 janvier 2026), relève que «**Arnaud Bertrand**, l'un des meilleurs commentateurs de la géopolitique actuelle, en a été époustoufflé au point d'y voir l'un des discours les plus importants prononcés par un dirigeant mondial au cours des trente dernières années». (Son analyse est à lire [ici](#)).

La fin d'un monde de croyances politiques

Le premier ministre canadien annonce, avec une clarté rare, la fin d'un cycle idéologique ouvert après la Deuxième Guerre mondiale, et l'émergence d'un nouvel esprit occidental, fondé non plus sur la naïveté institutionnelle, mais sur l'indépendance stratégique, la défense et la diplomatie assumée. Mark Carney commence

par nommer ce que beaucoup pressentaient sans oser le dire : l'ordre international hérité de 1945 est brisé. «Nous assistons à la rupture de l'ordre mondial, à la fin d'une belle histoire et au début d'une réalité plus brutale, dans laquelle la géopolitique entre grandes puissances n'est soumise à aucune contrainte.» Cette belle histoire était celle d'un monde où le commerce adoucissait les mœurs, où l'intégration économique rendait la guerre irrationnelle, où les règles suffisaient à discipliner la puissance. Une histoire que l'Occident a racontée pendant trente ans, parfois avec arrogance, en croyant qu'elle valait loi naturelle.

Mark Carney tranche net : «Chaque jour, on nous rappelle que l'ordre international fondé sur des règles est en train de s'effacer. Que les forts font ce qu'ils peuvent, et que les faibles subissent ce qu'ils doivent.» Ce constat est libérateur, car il met fin à une illusion paralysante : celle selon laquelle la stabilité mondiale pouvait être déléguée aux marchés, aux traités et à l'inertie institutionnelle.

Trump comme accélérateur, non comme cause

Le désordre actuel n'a pas été créé par Donald Trump, mais son retour agit comme un révélateur brutal. L'on

oserait même dire qu'il est bienvenu, qu'il était même attendu pour rompre avec une hiérarchisation des valeurs suicidaire. L'allié américain n'est plus un pilier stable ; il est devenu une variable. Et cette réalité oblige l'Occident à penser par lui-même.

Le Premier ministre ne cite pas Trump, mais il décrit exactement l'attitude que ce dernier impose aux autres nations : «Face à cette logique, il y a une forte tendance pour les pays à se conformer, à s'adapter, à suivre le mouvement, simplement pour éviter les ennuis.» C'est ici que le discours prend une profondeur philosophique inattendue, en convoquant **Václav Havel**. En rappelant le pouvoir des sans-pouvoir, Mark Carney touche le cœur du problème occidental contemporain : la conformité sans conviction. «Le système ne tient pas seulement par la force, mais parce que des gens ordinaires participent à des rituels auxquels ils ne croient plus.» Extraordinaire observation de la part d'un membre du groupe *Bilderberg*.

Pendant trop longtemps, l'Occident a continué à afficher des slogans, multilatéralisme, règles communes, partenariats stratégiques, sans croire réellement aux conditions de leur efficacité. Mark Carney appelle à rompre avec cette posture : «Le pouvoir des moins puissants commence par l'honnêteté. L'honnêteté sur le monde tel qu'il est, et non tel que nous voudrions qu'il soit.»

Le cœur du discours est là : l'indépendance stratégique n'est plus une option idéologique, mais une condition de survie politique. «Agir dans le monde commence par être fort chez soi. Cela signifie réduire nos dépendances stratégiques, sécuriser nos chaînes d'approvisionnement, et renforcer notre capacité à nous défendre.» Défense, diplomatie, résilience économique : tout ce que l'Occident avait relégué à l'arrière-plan au nom de la paix perpétuelle revient désormais au centre. Ce n'est pas un retour au nationalisme, mais une redéfinition de la souveraineté comme capacité d'agir, et non simple statut juridique.

La force du discours de Mark Carney est de proposer une issue qui n'est ni le suivisme américain, ni le repli solitaire. «Les grandes puissances ont leur pouvoir. Mais nous avons autre chose : la capacité d'agir

ensemble, volontairement, librement.» C'est ici que se dessine un nouvel esprit occidental : moins dogmatique, moins naïf, mais aussi plus responsable ; fondé sur des alliances choisies, sur la capacité de défense, et sur une diplomatie lucide.

L'indépendance comme nouveau centre de gravité

À Davos, Mark Carney n'a pas livré un discours de circonstance. Il a posé les bases intellectuelles d'une reconstruction politique de l'Occident, débarrassée des illusions de l'après-guerre froide, et préparée à un monde de rapports de force assumés. Dans le vacarme trumpien, ce discours agit comme un contrepoint décisif : non pas une nostalgie du passé, mais une analyse réaliste où l'indépendance politique redevient la condition de la paix, et non son contraire. —

«Mark Carney touche le cœur du problème occidental contemporain : la conformité sans conviction. Le système ne tient pas seulement par la force, mais parce que des gens ordinaires participent à des rituels auxquels ils ne croient plus. Extraordinaire observation de la part d'un membre du groupe *Bilderberg*.»

Réassignation sexuelle des mineurs : la théorie du genre s'impose à Genève (suite)

Au final, les textes visant à interdire ou à suspendre les interventions de réassignation sexuelle pour les mineurs, tout comme la motion du PLR sur le délai de dix-huit mois, n'ont pas franchi la rampe. Alors que l'UDC appelait à ralentir, questionner et encadrer strictement ces pratiques plutôt qu'à les banaliser ou à les accélérer, une majorité du Grand Conseil n'a donc pas jugé nécessaire d'y donner suite, y compris au regard de questions majeures de prudence médicale, de consentement, cédant à la pression des milieux militants, médiatiques et universitaires.

Pour faire bonne mesure, rappelons encore que le Département genevois de la santé propose de punir d'une amende pouvant aller jusqu'à 100'000 francs tout professionnel, notamment de la santé, qui tenterait de dissuader un patient de subir une intervention de réassignation ou de conversion sexuelle (PL 13327 LIMOIG). Une sanction qui serait également applicable aux parents qui chercheraient à dissuader leur enfant mineur d'y recourir. —

(1) *La Tribune de Genève*, 23 février 2026

Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile : [cliquez ici !](#)

CH21 8080 8004 5427 1100 1
Bénéficiaire :
Perspective catholique
1203 Genève



Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR vous facilitera votre versement.

Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)

D'avance, nous vous remercions